

Elevages
2 rue Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 16/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA GUEGUEN BELLEC

Le Roissay
53220 La Pellerine

Références : -
Code AIOT : 0052903741

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement SCEA GUEGUEN BELLEC implanté Kerougon 29260 Saint-Méen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été programmée afin de vérifier la réalisation des aménagements et travaux, suite aux non conformités relevés lors de l'inspection du 31/05/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA GUEGUEN BELLEC
- Kerougon 29260 Saint-Méen
- Code AIOT : 0052903741
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La SCEA GUEGUEN BELLEC est autorisé par arrêté préfectoral du 09/10/2015 pour un élevage de :

- 400 reproducteurs (truies et verrats)
- 2150 porcelets en post sevrage.
- 3352 porcs charcutiers

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Mise en demeure, dépôt de dossier	5 mois
2	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
3	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
5	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
6	Propreté des locaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Demande d'action corrective	3 mois
7	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non conformités ont été constatées au niveau de :

- la gestion de effluents d'élevage
- la collecte des eaux de pluie
- la défense extérieure contre l'incendie,
- la propreté de l'installation, des locaux et la gestion des nuisibles,
- l'absence de mise à jour de la gestion de l'installation par un dépôt de dossier actualisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
Constats : Absence de dépôt d'un dossier de mise à jour des conditions d'exploitations des modifications apportées au niveau de l'installation, et notamment la modification du cheptel autorisé, l'actualisation du plan de masse présentant les bâtiments et annexes d'élevages, les réseaux des effluents d'élevage et des eaux pluviales. Un dossier a été déposé en 2022, mais très incomplet. Le service d'inspection est toujours en attente d'un dossier complet et régulier, que l'exploitant nous assure être en cours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre un dossier de mise à jour des conditions d'exploitations, avec notamment la modification du cheptel autorisé, la mise à jour du plan d'épandage et la mise à jour des réseaux d'effluents d'élevage et des eaux pluviales dans un délai de 5 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 5 mois

N° 2 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : La collecte des effluents n'est toujours pas maîtrisée. Des écoulements de lisier hors du bâtiment "post sevrage" via les gaines de ventilation ont été constatées.

<p>Par ailleurs les zones polluées par différents déversements constatées lors des précédentes inspections ne sont toujours pas nettoyées.</p> <p>Les vannes au niveau du circuit de lisier vers la fosse couverte, ne sont toujours pas installées. Ces vannes ont pour objectif de sécuriser le réseau de collecte des lisiers afin d'éviter un déversement hors des ouvrages de stockage.</p> <p>Les eaux souillées issues de la machine à soupe rejoignent <u>toujours</u> le milieu via le réseau des eaux pluviales, et sont dirigées vers un bassin de décantation sommaire présent à l'entrée de l'exploitation.</p> <p>La fosse de réception n'est toujours pas pourvue d'une poire de niveau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Réaliser les travaux nécessaires pour pouvoir justifier d'une gestion conforme des effluents d'élevage dans un délai de 5 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 3 : Défense conte l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du</p>

<p>bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>la protection externe contre l'incendie n'est pas opérationnelle, et n'a pas évolué depuis l'inspection de 2023. La poche est disposées sur un emplacement non stabilisé, et n'est rempli d'eau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un délai de 3 mois vous est accordé vous est accordé afin de réaliser les travaux nécessaires pour pouvoir justifier d'une gestion conforme des moyens de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Stockage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.</p> <p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.</p> <p>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats :</p>

<p>La zone d'équarrissage n'a pas évolué, et reste non conforme : absence de dalle étanche et permettant d'être nettoyée, avec récupération des eaux souillées.</p> <p>Beaucoup d'animaux morts étaient présents le jour de l'inspection, entreposés sur la zone dédiée à l'équarrissage et au niveau du quai d'embarquement. L'état des cadavres (aspect, couleur, ..) permettent d'indiquer que les délais d'équarrissage ne sont pas encore respectés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Réaliser les travaux nécessaires pour pouvoir justifier d'une gestion conforme de l'équarrissage dans un délai de 5 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 5 : Propreté des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>La gestion de l'aliment est toujours non conforme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'amas d'aliment sous une trémie hors service - La machine à soupe fuit toujours. Les eaux souillées rejoignent le réseau des eaux pluviales. Un bassin de décantation sommaire est toujours présent à l'entrée de l'élevage. <p>Aucune amélioration des abords :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Beaucoup d'encombrants sont toujours présents au niveau de l'installation - présence d'une végétation abondantes
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Réaliser les travaux nécessaires pour pouvoir justifier d'une gestion conforme du stockage d'aliment et du bon entretien des abords de l'exploitation dans un délai de 5 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 6 : Propreté des locaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10</p>
--

Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : L'exploitant nous a indiqué le passage régulier d'une société de dératisation. Les avis de passage ne nous ont pas été présentés, ni transmis post inspection. Malgré le passage d'une société spécialisée, des traces de rongeurs ont été constatés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Prendre toutes les dispositions pour empêcher la prolifération d'insectes et de rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
Constats : Absence d'évolution de la situation : - Les eaux souillées se déversent dans le réseau des eaux pluviales. - Les gouttières ne sont pas entretenues.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réaliser les travaux nécessaires pour pouvoir justifier d'une gestion conforme de la collecte des eaux de pluie dans un délai de 4 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

